



52 avenue de la Libération – CS 80450 - tél. : 05.56.03.94.50

## COMMUNE DE BIGANOS

### Département de la Gironde

Arrêté n°2024/0496

Relatif à l'occupation du Domaine Public

Pour l'exploitation d'un aéronef télépiloté autorisé à survoler la commune

**Parc LECOQ - PLAINE DES SPORTS - ESPACE CULTUREL**

Monsieur Le Maire de Biganos, Président de la COBAN,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1, L 2212-1, et L 2213-1 à 5 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-3 et L 2125-1 à L 2125-6 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 113-2 ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** l'arrêté du 18 mai 2018 relatif aux exigences applicables aux télépilotes qui utilisent des aéronefs circulant sans personne à bord à des fins autre que le loisir ;

**Vu** l'arrêté du 03 décembre 2020 relatif à la définition des scénarios standard nationaux et fixant les conditions applicables aux missions d'aéronefs civils sans équipage à bord exclues du champ d'application du règlement (UE) 2018/1139 ;

**Vu** l'arrêté du 03 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

**Vu** l'arrêté du Maire N°22.007-modificatif-portant délégation de fonctions et de signature de Monsieur Le Maire de Biganos à Monsieur Alain POCARD en sa qualité de 3ème Adjoint. (Annule et remplace l'arrêté N°20.011 du 15 Juin 2020) ;

**Vu** la demande par laquelle Monsieur Dorian RAPOSO, représentant la société PARALLELE 45, demande l'autorisation d'occuper le domaine public pour le vol en zone peuplée d'un aéronef sans équipage à bord ;

**Vu** la déclaration préalable présentée à la Préfecture de la Gironde par Monsieur Dorian RAPOSO ;

**Considérant** qu'à l'occasion des prises de vue à l'aide d'un aéronef télépiloté, il convient de prendre des mesures de nature à assurer l'ordre et la sécurité publics ;

**-Arrête-**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Dorian RAPOSO est autorisé à occuper le domaine public de la commune de Biganos et à mettre en place une zone d'Exclusion des Tiers (ZET) de 10 mètres minimums afin de procéder au décollage, à l'atterrissage et au vol d'un aéronef télépiloté (drone), pour des prises de vue aériennes sur les sites et selon les horaires suivants :

- **Parc LECOQ, avenue de la LIBÉRATION ;**
- **Plaine des Sports ;**
- **Espace Culturel, rue Pierre de COUBERTIN ;**
- **Du lundi 21 octobre 2024 à 08h00 au vendredi 25 octobre 2024 à 18h00.**

**ARTICLE 2** : Toutes les mesures nécessaires sont prises par Monsieur Dorian RAPOSO de préserver la sécurité des personnes et des biens.

**ARTICLE 3** : Monsieur Dorian RAPOSO est tenu de se conformer aux dispositions prévues dans l'arrêté du 18 mai 2018 relatif aux exigences applicables aux télépilotes qui utilisent des aéronefs circulant sans personne à bord à des fins autre que le loisir.

**ARTICLE 4:** L'accès aux véhicules de secours et d'urgence doit être maintenu en permanence.  
Le cheminement des piétons doit être impérativement préservé et sécurisé en permanence.

**ARTICLE 5:** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6: Ampliation du présent arrêté est adressée à:**

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Biganos,
  - Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale de Biganos,
  - Monsieur Dorian RAPOSO, représentant la société PARALLELE 45,
- qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Biganos, le 16/10/2024  
Pour le Maire, par délégation,  
Adjoint délégué**

**ALAIN POCARD**

*DIFFUSION :*

- *Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Biganos*
- *SDIS 33*
- *Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de Biganos*
- *PARALLELE 45*
- *Adjoint délégué*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr); dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*